

Témoignage : de Matignon à l'Élysée, avec Chaban puis Pompidou

Jean-Pierre Teyssier

Rares sont les périodes de notre histoire récente qui recueillent l'approbation de nos concitoyens. Les « années Pompidou » sont de celles-là. Le cinquantenaire, l'année dernière, de la disparition de Georges Pompidou a permis de rappeler tout ce que son mandat écourté a apporté au pays. Une certaine nostalgie s'est exprimée dans l'opinion, celle d'une époque heureuse, où la croissance économique française, de 1969 à 1974, permettait d'augmenter de 7 % par an notre industrie (1), et assurait les emplois et l'avenir. Grâce à cette assise économique solide, la France était respectée. La réussite de ce mandat, reconnue par notre mémoire collective, est légitimement attribuée au président trop tôt disparu. Dans quelle mesure ses Premiers ministres peuvent-ils y être associés ? Et notamment Jacques Chaban-Delmas qui, de 1969 à 1972, a assuré la majeure partie du gouvernement du quinquennat pompidolien ? Pierre Messmer, qui lui a succédé jusqu'en 1974, est bien installé dans notre mémoire nationale, entre Bir

Jean-Pierre Teyssier (ENA 1967) est vice-président de l'Institut Georges-Pompidou. De 1971 à 1974, il a été chargé de mission pour la presse et l'information au cabinet de Jacques Chaban-Delmas, puis à la présidence de la République jusqu'à la disparition de Georges Pompidou.

Hakeim (1942) et l'électricité nucléaire (1974). Chaban a certes pour lui la Résistance, Bordeaux et l'Hôtel de Lassay, mais n'est guère associé aux Trente Glorieuses et à la réussite du mandat de Georges Pompidou.

L'historiographie de la V^e République, pourtant abondante, en est-elle responsable? Jean-François Sirinelli, en préfaçant les actes (2) du seul colloque organisé à Bordeaux en 2006 sur l'action de l'ancien Premier ministre, reconnaît « une zone historiquement dépressionnaire sur la période 1969-1972 ». Comment cet angle mort de l'histoire contemporaine s'explique-t-il? Est-ce dû à l'échec à la présidentielle qui a suivi? Faut-il « zapper » Chaban car il ne pourrait figurer dans le bilan de la période, compte tenu de son départ forcé en 1972, et de la mésentente survenue avec le président? Cette disgrâce va-t-elle jusqu'à l'oublier, comme un acteur jugé négligeable de son mandat?

Pourtant, la fin difficile du Premier ministre est un classique de la V^e République. La plupart des chefs de gouvernement ont connu désaccords, disgrâce et démission forcée. Georges Pompidou l'a vécu lui-même après mai 1968 et a dû quitter Matignon à son corps défendant. Et les relations ont été bien pires entre Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, puis entre François Mitterrand et Michel Rocard. Entre Georges Pompidou et Jacques Chaban-Delmas, ce n'était pas le cas. Certes, leurs personnalités étaient différentes. Chaban venait de la ville, Pompidou de la campagne. L'un avait choisi la Résistance, l'autre pas. L'un pour ses loisirs préférerait le sport, l'autre l'art contemporain. Mais ils étaient tous les deux hauts fonctionnaires, épris de l'intérêt public et dotés du sens de l'État, venus, Chaban, de l'Inspection des finances, dont il avait réussi le concours pendant la guerre, et Pompidou, du Conseil d'État, où le général de Gaulle l'avait nommé en 1946. Ils étaient surtout des barons du gaullisme, d'accord sur ses points essentiels: respect des institutions de la V^e République, indépendance nationale, progrès social. En 1969, ils partagent la même obsession, faire durer le gaullisme au-delà du Général. Et cela en le rendant plus ouvert, libéral, et européen.

Tous deux, ils ont décidé en 1969 de le concrétiser sur l'échiquier politique avec une ouverture au centre. Cette ouverture est au cœur de la candidature de Georges Pompidou après le départ du Général, et du programme qu'il propose aux Français. L'alliance avec les centristes du Centre démocratie et progrès (CDP), négociée par le candidat, a assuré sa nette victoire sur Alain Poher (3). Il fallait la poursuivre dans le nouveau mandat présidentiel, et pour cela le choix de Jacques Chaban-Delmas était une évidence. Gaulliste historique rompu aux manœuvres parlementaires

appries sous la IV^e République, ce « baron » était tout désigné pour s'allier des personnalités du centre comme René Plevin, Jacques Duhamel et Joseph Fontanet. Pompidou le connaissait bien et l'a librement choisi.

Une génération de personnalités exceptionnelles

Aussi, en mai 1969, les choses se passent-elles bien. Comme le rappelait récemment Édouard Balladur (4), « les relations entre les deux hommes au départ étaient bonnes sur le plan personnel et animées d'une conviction commune : l'élargissement de la majorité présidentielle ». Celle-ci, réussie, n'a pas empêché la dégradation de leurs rapports, jusqu'au départ imposé en juillet 1972. Avec, finalement, en 1973, ce portrait terrible écrit par le président de son ancien Premier ministre, certes non publié de son vivant (5), qui laisse un malaise. Y figurent des attaques personnelles blessantes (« homme à femmes, travaillant peu, obsédé par son image, voulant plaire à tout le monde... »), ce qui ne lui ressemble pas. On n'y retrouve pas Georges Pompidou, sa hauteur de vue, son scepticisme ironique, sa distance amusée des hommes et des choses. Ce portrait au vitriol contraste avec l'appréciation indulgente, voire affectueuse, portée par le Général sur Chaban (6), et avec les mots respectueux écrits par ce dernier sur le président dans ses Mémoires (7). Certains l'imputent à la maladie, très pénible en 1973 pour Georges Pompidou. Mais celui-ci n'a jamais abandonné sa maîtrise de soi, jusqu'à la fin. Faut-il voir dans ce pamphlet l'effet d'une grande amertume, d'une vraie déception, et même une réelle blessure ? Ces hommes étaient-ils si opposés qu'on ne puisse que choisir un des deux camps ? Pour ma part, je m'y suis refusé.

Cette question m'a toujours poursuivi. Il se trouve, en effet, que j'ai été, de 1971 à 1974, d'abord au cabinet du Premier ministre Chaban-Delmas (jusqu'en 1972), ensuite au secrétariat général de la présidence jusqu'à la disparition de Georges Pompidou, en 1974. Dans les deux maisons, j'étais nommé comme chargé de mission pour la presse et l'information. J'étais bien jeune, et à un niveau de responsabilité mineur, mais je reste un témoin de cette époque. Certes, un témoin, surtout secondaire, peut apparaître suspect à l'historien car, partial et subjectif, il ne dispose ni de la distance ni de l'expertise scientifiques nécessaires. Mais il peut apporter son point de vue et une relation des faits qu'il a vécus. Avec tous les tours que subit, ou impose, la mémoire. Celle-ci perd en souvenirs

mais gagne en « temps retrouvé », comme l'a admirablement décrit Marcel Proust. Quand je foule les pavés de Matignon, ou le gravier de l'Élysée, je retrouve avec nostalgie le temps des personnalités exceptionnelles que j'ai eu la chance de connaître et l'honneur de servir.

Pendant ces années Pompidou, l'intelligence ruisselait sur les marches des lieux du pouvoir. Tout en haut, celle du président, puissante, aiguë et décapante, et qui, entraînant, inspirait celle de bien d'autres : autour de lui avec Michel Jobert et Édouard Balladur, mais également à Matignon avec Simon Nora et Jacques Delors, sans oublier, rue de Rivoli, Jean Serisé, ou Jacques Calvet. Quand j'ai rejoint l'Élysée, j'approchais peu le président, de plus en plus éloigné par la maladie. Mais ce peu dont j'ai bénéficié (8) m'a immédiatement imposé une admiration sans borne pour cet exceptionnel homme d'État. Georges Pompidou n'était pas seulement impressionnant par son allure, son intelligence et sa connaissance des dossiers, il y ajoutait son intérêt pour d'autres sujets, notamment l'art contemporain, comme le prouvait son double regard. « Un œil curé, un œil canaille », disait Catherine Nay. J'y voyais plutôt le devoir et la liberté. À côté du respect des servitudes de sa fonction, il avait un goût féroce pour sa liberté, celle par exemple de disparaître avec sa « bagnole » (une Porsche quand même...) sans prévenir quiconque.

Il y avait aussi avec lui une génération exceptionnelle de responsables politiques, issue de la guerre, qui leur avait donné courage et caractère au service du bien commun. Quand retrouverons-nous des hommes (ou des femmes) de la qualité de Pierre Messmer, René Pleven, Maurice Schumann, ou Edmond Michelet ? Certains y ajoutaient leur charisme et leur charme, comme Chaban à Matignon. Ce dernier gardait sa séduction de jeune général de la Résistance, nommé compagnon de la Libération. Nous savions que le Premier ministre ne lisait pas toutes nos notes, mais nous lui pardonnions tout, car sa gentillesse, sa bienveillance et son attention souriante nous charmaient tous. Moi, comme tous mes collègues, prêts à partir au feu s'il nous le demandait.

Je suis entré par hasard au cabinet du Premier ministre en 1971, en passant rue de Varenne saluer des amis qui y travaillaient, dont l'un, Pierre-André Wiltzer (9), cherchait quelqu'un pour lui succéder. L'idée est tout de suite apparue excellente à Roger Vaurs, qui dirigeait le secteur dit des « relations publiques » (en fait de la communication, dirait-on plus tard), dont dépendait ce poste, et que je connaissais pour l'avoir rencontré à Téhéran, où je me trouvais à l'ambassade, quand le Premier ministre Pompidou y effectuait en 1968 une visite officielle. Ce poste en Iran m'a

valu d'être désigné, peu après mon arrivée rue de Varenne, pour organiser le déplacement du Premier ministre à Persépolis en octobre 1971 (10). Nommé chargé de mission, j'avais à y suivre les affaires de presse avec l'aide du service juridique et technique de l'information qui faisait partie du ministère – disparu – de l'Information. Il faut rappeler que ce ministère avait été supprimé en 1969 afin d'illustrer la libéralisation de l'information audiovisuelle, voulue et annoncée par Georges Pompidou (11) pour permettre l'ouverture au centre de sa majorité. Confiée à Matignon, la responsabilité des affaires de presse et de l'ORTF (Office de radio-télévision française) est vite devenue un cadeau empoisonné, car le Premier ministre allait subir de plein fouet les considérables problèmes causés par l'audiovisuel public, qui deviendront en plus une source de désagréments sérieux avec le président de la République. Dans la mansarde où nous étions logés au 57, rue de Varenne avec mon collègue en charge de l'ORTF (12), nous allions suivre l'agonie de cette entreprise publique, promise à un équarrissage réalisé dès son arrivée par le nouveau président Valéry Giscard d'Estaing.

Le cabinet du Premier ministre souffrait d'une organisation complexe. À côté d'un directeur de cabinet classique, un préfet (Jean Sicurani, puis André Chadeau), on trouvait un conseiller personnel hors hiérarchie, Simon Nora, et deux conseillers spécialisés, l'un pour les relations publiques, Roger Vaurs, et l'autre, Jacques Delors, pour les relations sociales. Mais cela était compensé par l'effectif restreint de ce cabinet et les relations amicales vite établies entre nous qui simplifiaient les choses. Au total, nous étions une petite vingtaine de collaborateurs, en dehors du secrétariat général du gouvernement, dont j'allais apprendre le rôle essentiel comme moteur du pouvoir. En 1969, ce cabinet allait aussi découvrir que sa marge d'action se révélerait beaucoup moins importante que celle dont bénéficiaient les Premiers ministres précédents du général de Gaulle, dont Georges Pompidou.

En effet, le nouveau président allait présidentialiser le fonctionnement des institutions pour deux raisons : le vide créé par le départ du général de Gaulle risquait d'affaiblir l'exécutif en faveur d'un retour au parlementarisme. Il fallait substituer à la légitimité de l'histoire celle du suffrage universel. Pour Georges Pompidou, le président élu n'est pas seulement un arbitre mais il est aussi « le premier responsable national » (13). Sa prééminence devait être inscrite dans le fonctionnement du régime. Une autre raison y poussait : l'habitude prise depuis 1963 à Matignon de suivre certaines affaires, et pas seulement l'international et la défense. Le

maintien avec lui en 1969 de certains de ses collaborateurs de Matignon y incitait. On sait qu'il n'y a pas de « domaine réservé » au président, s'il bénéficie d'une majorité parlementaire, dans la V^e République : cette appellation, inventée par Chaban en 1959, a été par lui-même récusée, car sans fondement constitutionnel. Il y a en fait, s'il bénéficie d'une majorité parlementaire, un « pouvoir d'évocation », comme l'intitule Guy Carcassonne (14), qui permet à un président de se saisir des dossiers qu'il veut suivre en complément du Premier ministre. Il en a été ainsi notamment des affaires industrielles, suivies à l'Élysée par Bernard Esambert. « La marge d'action dont je disposais était beaucoup moins large que je l'imaginais », écrit Chaban-Delmas (15). Le travail de ses collaborateurs, qui ont toujours reconnu et respecté la primauté du président, pouvait s'en trouver affecté dans plusieurs secteurs, comme l'industrie, l'éducation ou la culture. Notamment quand un conseil restreint était décidé à l'Élysée. Il faut préciser néanmoins que, contrairement à aujourd'hui, il n'y avait pas de collaborateurs communs aux deux maisons, et que les réunions communes étaient rares.

De Matignon à l'Élysée

Je dois reconnaître que, dans mon secteur (information, presse et audiovisuel), les dossiers les plus importants n'ont pas été directement évoqués par la présidence, même si je tenais à informer Édouard Balladur, ainsi que Denis Baudouin, chef du service compétent du Faubourg-Saint-Honoré, des problèmes les plus sensibles. Parmi eux : l'introduction de la publicité à la télévision, qui inquiétait grandement la presse écrite, outre les difficultés que connaissaient alors ses entreprises, entraînées dans des opérations de concentration mettant en cause leur pluralisme. La presse quotidienne vivait une crise sérieuse, due à l'augmentation de ses coûts et à la concurrence de la télévision. Georges Pompidou s'intéressait à la presse écrite, qu'il jugeait préférable à l'audiovisuel en raison de l'effort de lecture qu'elle demandait. Il connaissait parfaitement ses difficultés, et les moyens, juridiques et fiscaux, pour l'aider. L'audiovisuel et notamment l'ORTF l'attiraient moins, ils l'agaçaient plutôt, avec les ennuis qu'ils lui apportaient.

Le travail du cabinet pouvait souffrir aussi des interventions d'un autre pouvoir, celui des Finances rue de Rivoli. La place de Valéry Giscard d'Estaing ne cessait d'augmenter, et pour réussir à régler un dossier, il

fallait tenir compte de son cabinet et de ses puissantes directions. J'en offre un exemple : une commission sur une meilleure répartition des aides à la presse, entre autres fiscales, avait été décidée, avec la participation des organisations professionnelles. Avec Roger Vaurs, nous avons proposé qu'elle soit présidée par Jean Serisé, le conseiller personnel de Valéry Giscard d'Estaing. Sous sa direction, sage et avisée, nous avons pu obtenir le maintien du taux zéro de la TVA, alors menacé, et la création d'un fonds d'aide aux quotidiens à faibles ressources publicitaires, qui existe toujours aujourd'hui.

Au départ du Premier ministre en juillet 1972, Denis Baudouin me demande de garder mes dossiers, en allant d'abord les traiter au cabinet de Philippe Malaud, le nouveau ministre chargé des « services de l'information » dans le nouveau gouvernement de Pierre Messmer. Je me suis très bien entendu avec ce diplomate sympathique et efficace. Puis, quelques mois plus tard, Édouard Balladur me convoque pour me proposer de venir au secrétariat général de la présidence au service de presse et d'information après les départs de Denis Baudouin et de Jean-Louis Guillaud. J'en suis d'abord surpris, compte tenu des critiques rapportées par la presse à l'encontre du cabinet de l'ancien Premier ministre après son départ forcé. Mais je compris ensuite que Georges Pompidou avait fort sagement bâti autour de lui une aile « droite » avec Pierre Juillet et Marie-France Garaud, équilibrée par une aile « gauche » avec Michel Jobert et Édouard Balladur. Le « cabinet noir », réputé (à tort ?) pour avoir obtenu l'éviction du Premier ministre, n'était pas si puissant. D'ailleurs, Pierre Juillet n'était plus là, reparti chez lui dans sa Creuse. Marie-France Garaud, en revanche, était bien là. Je la vois encore entrer le matin avec éclat par la rue de l'Élysée au volant de sa Rover verte. Elle avait décidé de prendre en main les deux nouveaux « juniors » du service de presse, Jacques Godfrain et moi-même. En nous expliquant chaque matin ce qu'il fallait dire aux journalistes. En échange, nous étions conviés dans son bureau au « whisky » du lundi soir, où malheureusement le président ne venait plus. J'avais en revanche la possibilité d'accéder à Édouard Balladur, devenu secrétaire général de la présidence après le départ de Michel Jobert au Quai d'Orsay en mars 1973. J'appris à connaître ses qualités d'homme d'État. Il les a manifestées notamment pendant la période difficile qu'il a dû affronter entre la guerre du Kippour d'octobre 1973 et les indispositions du président. Il a révélé par la suite qu'il lui avait demandé, à la fin mars 1974, de quitter le pouvoir, « tant se crée dans le pays un malaise qui va croissant » (16). « J'en suis convaincu, écrit-il le 31 mars, il est temps

pour lui de quitter le pouvoir, de le faire de son plein gré. Avant d'y être contraint. (17) » Il n'aura pas le temps de le lui dire, une brutale septicémie emportant Georges Pompidou le 2 avril.

On ne peut esquiver la question de la maladie présidentielle, qui, depuis la rencontre avec Nixon en Islande en mai 1973, apparaissait crûment sur toutes les photos. Comme mes collègues Michel Rougagnou, diplomate en charge de l'international, et Jacques Godfrain, je devais répondre aux questions des journalistes. Heureusement, le service était dirigé par Xavier Marchetti, qui avait succédé en 1973 à Denis Baudouin, parti présider la Sofirad. Éminent journaliste, de grande qualité humaine, il savait satisfaire les exigences de la presse tout en évitant les chausse-trapes. À l'époque, le service n'était pas un organe de « communication » (le terme d'ailleurs n'existait pas). Ce n'est que dans les années quatre-vingt que les agences publicitaires proposeront aux hommes politiques des études d'opinion, puis une stratégie médias avec déplacements, interviews et émissions audiovisuelles. Auparavant, dans les années soixante-dix, à l'Élysée, notre mission était différente. Il fallait, dans un sens, permettre aux journalistes accrédités de travailler conformément à leurs souhaits (notamment dans les déplacements présidentiels), et, dans l'autre sens, rendre compte au président des réactions de l'opinion via les journaux. Je devais, en outre, informer le président sur le travail gouvernemental en matière de presse écrite et d'audiovisuel, et attirer son attention sur les principales questions ou évolutions de ce secteur. Nos notes nous revenaient généralement le lendemain, et cela jusqu'à la fin, revêtues de la mention « vu », d'une réaction, ou d'une demande d'action. Georges Pompidou a travaillé jusqu'à sa disparition, sans lâcher prise, en pleine possession de ses moyens intellectuels et de sa connaissance des dossiers. J'ai pu le constater en l'accompagnant en URSS pour une rencontre avec Léonid Brejnev trois semaines avant sa mort. Celle-ci, le 2 avril, nous prend par surprise. Je suis à la Comédie-Française avec ma femme pour voir *Ondine* de Giraudoux avec Isabelle Adjani quand Pierre Dux, l'administrateur de la compagnie, vient sur scène l'annoncer.

Pendant les semaines qui avaient précédé, la presse était de plus en plus nerveuse. Nous ne savions rien de l'état de santé réel du président. Comme l'a expliqué par la suite son fils Alain Pompidou (18), alors médecin, à ce moment-là on ne savait pas grand-chose de la maladie de Waldenström qui avait été diagnostiquée. Les médecins du président, dans l'incapacité de prévoir l'évolution du mal, décident de ne rien lui dire. « Dans les

années soixante-dix, précise Alain Pompidou, il n'était pas courant de révéler aux malades la nature exacte de leur affection. (19) » En dehors des rares communiqués rédigés par le professeur Vignalou, son médecin personnel, pour expliquer une absence ou une indisposition du président (attribuées à une grippe ou à un refroidissement qui ne trompaient personne), rien n'était dit, et nous ne pouvions rien dire. Heureusement, les journalistes français à cette époque respectaient la vie privée des personnalités. Ils nous épargnaient donc leurs questions sur la santé du chef de l'État. Mais, depuis Reykjavik, leurs confrères américains étaient moins bien disposés et nous assaillaient sans retenue.

Les raisons d'une mésentente progressive

Quittant l'Élysée début avril, après avoir confié nos affaires courantes aux collaborateurs d'Alain Poher, qui devenait le président par intérim, et après avoir classé nos papiers conformément aux directives d'Édouard Balladur, j'ai eu tout loisir de réfléchir sur la période que je venais de vivre de 1971 à 1974, et qui m'avait offert la chance de travailler auprès du Premier ministre comme du président de la République. Les deux maisons sont tout autant actives, mais à des niveaux différents. L'idée selon laquelle le Premier ministre serait « une fiction, et non une fonction (20) », est tout à fait erronée. Matignon subit en première ligne toutes les rafales de l'actualité. Le Premier ministre doit chaque jour décider et agir. C'est une voiture de sport tout-terrain qui peut réagir vite grâce au puissant moteur du secrétariat général du gouvernement (le SGG, qui monte les réunions, rédige les relevés de décisions, et coordonne les ministères). L'Élysée est plus loin des choses, c'est une berline plus confortable, à grandes guides. On a le temps de réfléchir, alors qu'à Matignon il faut agir vite, ce qui rend les choses plus difficiles.

Il fallait aussi veiller à bien informer la présidence quand celle-ci évoquait un dossier, car il n'y avait pas de domaine réservé et tout le gouvernement était en fait partagé. La présidentialisation voulue par Georges Pompidou nécessitait du doigté de la part de l'équipe de Jacques Chaban-Delmas. C'était sans doute compliqué pour des personnalités fortes comme Simon Nora ou Jacques Delors. Simon Nora quittait le cabinet quand je l'ai rejoint en 1971, mais il avait pu concrétiser ses idées, notamment pour une meilleure gestion des entreprises publiques. J'ai beaucoup plus pratiqué Jacques Delors, avec qui je partageais des

origines corréziennes. Il a mis en œuvre des avancées sociales majeures en accord avec la présidence, et notamment avec Édouard Balladur, qui suivait ces questions. Certaines figuraient d'ailleurs dans le programme de Georges Pompidou, comme la mensualisation des salaires. Le bilan social de Jacques Chaban-Delmas n'est pas mince si on se réfère au résumé du professeur Lachaise (21) : « D'importantes réformes sociales sont accomplies entre 1969 et 1970, dont la création du Smic, la mensualisation des salaires, les lois sur l'autorité parentale, les conventions collectives et la formation professionnelle continue. Chaban-Delmas a développé une politique contractuelle, expérimentée à Bordeaux, destinée à apaiser les relations sociales par une concertation permanente avec les partenaires sociaux, aboutissant à des contrats de progrès. » Alors pourquoi ce bilan, reconnu à l'actif du président, n'est-il pas partagé avec son Premier ministre ?

Arrêtons-nous aux raisons qui auraient conduit à une mésentente progressive entre le président et son Premier ministre. D'abord, le discours du 16 septembre 1969 sur la « nouvelle société ». S'il y a eu, sur la forme, une vraie gaffe avec la transmission trop tardive du discours à l'Élysée, sur le fond il n'y avait pas de désaccord profond. Le président n'a pas désavoué cette réflexion sur la société française après mai 1968 (même si la sienne, livrée dans son ouvrage *Le Nœud gordien*, est plus approfondie). Il a été agacé par le côté « com » du discours, dirait-on aujourd'hui. Comme l'écrira Édouard Balladur : « Il y voyait dans la forme lyrisme et habileté, sans doute, mais sur le fond timidité et modestie. (22) » Pompidou a traité la nouvelle société comme la participation brandie par certains gaullistes dits « de gauche » : une belle idée, mais trop abstraite pour être dans l'immédiat une politique. Selon Édouard Balladur (23), il n'était pas si hostile à ce discours et attendait surtout du Premier ministre une concrétisation plus empirique du programme présidentiel.

Plus sérieuse est la décision du chef de gouvernement d'engager sa responsabilité devant l'Assemblée en mai 1972. Jacques Chaban-Delmas voulait démontrer au président que la majorité parlementaire ne lui était pas aussi hostile que certains le prétendaient autour de lui. Georges Pompidou y a vu une sérieuse entorse à un principe essentiel de la V^e République : la légitimité du Premier ministre dépend du seul président, sinon on retombe dans le parlementarisme. Il y a là un faux pas de la part de Chaban, qui n'explique pas seul son départ, car il était déjà décidé, mais l'a conforté.

L'affaire de l'ORTF et de l'information télévisée a joué un rôle important, qu'il faut souligner. Le président était exaspéré par les ennuis sans cesse causés par cette question qui lui valait les critiques contradictoires de la majorité et de la presse. Celle-là lui demandait de mieux contrôler l'information audiovisuelle, qui ne relayait pas assez les positions de la majorité gaulliste, alors que l'État en avait le monopole. Celle-ci lui rappelait ses promesses de la libérer comme il s'y était engagé en mai 1969 (24). De son côté, Jacques Chaban-Delmas, sans ministre de l'Information, devait assumer cette contradiction. Il faut rappeler que, dans les années soixante-dix, tous les partis et tous les responsables politiques étaient partisans du monopole de l'État, car l'audiovisuel joue un rôle trop important pour être laissé dans d'autres mains. La génération politique aux affaires avait vécu le rôle majeur de la radio pendant la guerre. Ce monopole étatique nous semble incompréhensible aujourd'hui, mais il était voulu par tous et entraînait une conséquence : les journalistes d'un monopole ne sont pas comme les autres, affirme Georges Pompidou (25), car ils sont « la voix de la France ».

L'engagement du président pris en 1969 de libéraliser l'information télévisée est confié au Premier ministre. Ce dernier imagine introduire une concurrence dans l'information télévisée au sein de l'ORTF avec deux unités séparées et autonomes pour chaque chaîne (dont seule la seconde avait la couleur). Il en a confié une à Jacqueline Baudrier et l'autre à Pierre Desgraupes, afin d'équilibrer les positions connues de ces grands professionnels. Pierre Desgraupes, pourtant gréviste en mai 1968, lui avait été conseillé par Pierre Lazareff, proche de Georges Pompidou. Mais ce dernier a reproché ce choix à son Premier ministre, qui ne pouvait pas renvoyer Desgraupes sans remettre en cause l'équilibre entre les deux unités d'information et l'engagement de libéraliser la télévision. À cela s'est ajoutée l'incurie de l'ORTF, entreprise obèse et ingouvernable avec 16 000 salariés, dont les dérapages (comme les cas de publicité illégale) étaient portés au débit du gouvernement. L'opposition en tirait profit, notamment en créant des commissions d'enquête au Sénat dont les auditions faisaient les unes. Contesté et vilipendé de partout, l'Office voit sa direction démissionnée, et sa décentralisation annoncée. Avec le départ de Jacques Chaban-Delmas, les deux unités autonomes de l'information télévisée sont supprimées et la loi du 3 juillet 1972 crée un poste de président-directeur général, qui sera occupé par Arthur Conte. Cela n'empêchera pas un conflit entre ce dernier et son ministre de tutelle, Philippe Malaud, qui seront l'un et l'autre renvoyés fin 1973 ! Comme quoi le

départ de Chaban n'aura pas suffi à calmer ce qui aura été un souci majeur pour Georges Pompidou. Dans le portrait qu'il fait en 1973 de son ancien Premier ministre (26), il le rend responsable de « ce qui [leur] a valu pendant trois ans un martèlement quotidien de l'opinion ». Mais, comme on l'a vu, son départ n'empêchera pas la crise de l'ORTF de continuer de plus belle sous le gouvernement de Pierre Messmer. Le nouveau président Valéry Giscard d'Estaing, élu en mai, devra vite se résoudre, après une grève d'un mois, par la loi du 7 août 1974, à tronçonner l'ORTF en six établissements autonomes.

La démission de Jacques Chaban-Delmas est-elle essentiellement due à l'affaire de la télévision ? D'autres facteurs sont intervenus, qui sont plus convaincants, comme la nouvelle donne politique décidée par le président. Les élections législatives de 1973 préoccupaient Georges Pompidou. Le référendum sur l'Europe du 23 avril 1972, proposant l'adhésion de trois nouveaux pays, dont la Grande-Bretagne, bien qu'approuvé par 68,32 % des votants, avait été considéré comme un échec par le président, car il y avait eu 39,76 % d'abstention. « Il le prit comme un échec complet, ce qui lui porta un coup terrible. [...] C'était comme si quelque chose dans l'esprit de Georges Pompidou se fut brisé entre le peuple français et lui. (27) » Aussi la perspective des législatives l'inquiétait-elle. Changer de Premier ministre, après un bail de trois ans (une durée qui n'était pas anormale), pouvait apporter un élan nouveau. D'autant que Chaban était touché par des problèmes personnels qui l'affaiblissaient – l'affaire Dega (28), puis la publication dans *Le Canard enchaîné* de la feuille d'impôt sur le revenu du Premier ministre (29). Bien qu'aucun élément de culpabilité n'ait été établi, et qu'aucune poursuite n'ait été décidée par la justice, ces affaires nau-séabondes affectaient la popularité du chef du gouvernement. Georges Pompidou n'accordait aucun crédit à ces rumeurs (comme il le dit lui-même à l'intéressé), mais elles ne pouvaient pas ne pas entrer dans ses réflexions, comme il le laisse entendre dans le portrait de Chaban qu'il écrit par la suite. Après le changement de gouvernement, les élections de mars 1973 allaient apporter dans la nouvelle Assemblée une majorité absolue (30) au président et à Pierre Messmer. Jacques Chaban-Delmas a été remplacé, comme l'ont été la plupart des Premiers ministres de la V^e République, pour redonner un nouveau souffle à l'action gouvernementale. Ce ne sont pas des complots, un « cabinet noir » ou des irritations personnelles qui ont pu dicter les décisions d'un chef d'État de l'épaisseur de Georges Pompidou, mais l'intérêt du pays à un

moment important de son mandat. Cela n'enlève rien au bilan positif que le ministère de Jacques Chaban-Delmas partage avec le président Pompidou, qui mérite d'être rappelé. Et qui ne rend pas incongru mon passage de l'un à l'autre, comme j'ai eu la chance de le faire.

1. Sous la direction de Christine Manigand et Olivier Sibre, *Le Dictionnaire Pompidou*, préface de Bernard Esambert, Robert Laffont, 2024, p. 11.
2. Sous la direction de Bernard Lachaise, Gilles Le Béguec et Jean-François Sirinelli, *Jacques Chaban-Delmas en politique*, PUF, 2007.
3. 58,21 % pour Georges Pompidou contre 41,79 % pour Alain Poher.
4. Édouard Balladur, « Georges Pompidou (1911-1974) », *Commentaire*, été 2024.
5. Publié dans Georges Pompidou, *Lettres, notes et portraits, 1928-1974*, témoignage d'Alain Pompidou, préface d'Eric Roussel, Robert Laffont, 2012.
6. Charles de Gaulle, *Mémoires*, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », 2000, p. 555, outre le commentaire rapporté du 28 août 1944 : « C'est bien, Chaban. »
7. Sauf une phrase dans Jacques Chaban-Delmas, *Mémoires pour demain*, Flammarion, 1997, p. 463 : « Il m'avait cru souple. Je l'avais cru gaulliste. »
8. Dans les déjeuners avec les journalistes, les conférences de presse et ses déplacements.
9. Devenu par la suite député de l'Essonne, et ministre délégué à la Coopération et à la Francophonie de 2002 à 2004.
10. Pour assister au 2500^e anniversaire de la fondation de l'Empire perse célébré à Persépolis.
11. Notamment dans une interview avec Jean Gorini sur Europe 1 le 15 mai 1969.
12. Jean-Bernard Ouvrieu, venu du Quai d'Orsay, puis Jean-Pierre Gastinel, de la Cour des comptes.
13. Conférence de presse du 10 juillet 1969.
14. Guy Carcassonne : « Le Premier ministre et le domaine dit réservé », *Pouvoirs*, n° 83, 1997, p. 65.
15. Jacques Chaban-Delmas, *Mémoires pour demain*, op. cit., p. 429.
16. Édouard Balladur, *La Tragédie du pouvoir. Le courage de Georges Pompidou*, Fayard, 2013.
17. *Idem*, p. 283.
18. Dans Georges Pompidou, *Lettres, notes et portraits, 1928-1974*, témoignage d'Alain Pompidou, préface d'Eric Roussel, Robert Laffont, 2012.
19. *Idem*, p. 69.
20. Formule attribuée à Jean-François Revel, sans doute à tort.
21. Bernard Lachaise in *Dictionnaire Pompidou*, op. cit., p. 164.
22. Édouard Balladur, « Georges Pompidou (1911-1974) », art. cit., p. 248.
23. *Idem*.
24. « Si je suis élu, je suis partisan de la liberté la plus complète [...] et je ferai en sorte que l'information soit totalement libre » (interview de Jean Gorini, Europe 1, 15 mai 1969).
25. Conférence de presse du 2 juillet 1970.
26. Georges Pompidou, *Lettres, notes et portraits, 1928-1974*, op. cit., p. 482.
27. Jacques Chaban-Delmas, *L'Ardeur*, Stock, 1975, p. 402.
28. Georges Dega, ancien conseiller de Jacques Chaban-Delmas, a été inculpé après son frère Édouard, poursuivi pour complicité de fraude fiscale.
29. En janvier 1972, *Le Canard enchaîné* affirmait que le Premier ministre n'avait pas payé d'impôt de 1967 à 1970 grâce au mécanisme (légal) de l'avoir fiscal.
30. 268 députés sur 490, dont 183 pour l'UDR.